

Gouvernement du Québec

### Décret 352-97, 19 mars 1997

CONCERNANT une avance du ministre des Finances au Fonds de gestion des départs assistés

ATTENDU QUE la Loi instituant le Fonds de gestion des départs assistés (1996, c. 66) est entrée en vigueur le jour de sa sanction, le 23 décembre 1996;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 6 de la Loi instituant le Fonds de gestion des départs assistés, le ministre des Finances peut avancer au fonds, sur autorisation du gouvernement et aux conditions que celui-ci détermine, des sommes prélevées sur le fonds consolidé du revenu;

ATTENDU QU'en vertu de cet article, toute avance versée à un fonds est remboursable sur celui-ci;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 12 de la Loi instituant le Fonds de gestion des départs assistés, cette loi a effet depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1996;

ATTENDU QUE lors de la mise en opération du Fonds de gestion des départs assistés, celui-ci ne disposera pas des liquidités nécessaires pour rencontrer ses obligations au 1<sup>er</sup> juillet 1996 et que, par la suite, il risque de connaître également, dans le cours normal de ses opérations, des manques temporaires de liquidités;

ATTENDU QU'il y a lieu que le ministre des Finances avance au Fonds de gestion des départs assistés, sur le fonds consolidé du revenu, une somme en capital global n'excédant pas cent vingt millions de dollars;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique, président du Conseil du trésor et du ministre des Finances:

QUE le ministre des Finances soit autorisé à avancer au Fonds de gestion des départs assistés, à même le fonds consolidé du revenu, une ou plusieurs avances, dont le capital global en cours à un moment donné ne pourra excéder cent vingt millions de dollars, aux conditions suivantes:

a) les avances porteront intérêt au taux préférentiel de la Banque Nationale du Canada en vigueur de temps à autre pendant la durée de cette avance;

aux fins du présent alinéa, l'expression «taux préférentiel» signifie le taux d'intérêt, exprimé sur une base annuelle, établi ou annoncé de temps à autre par la Banque Nationale du Canada comme étant son taux d'intérêt de référence alors en vigueur pour déterminer

les taux d'intérêt qu'elle exigera au cours de la période concernée sur ses prêts commerciaux consentis au Canada, en dollars canadiens, et qu'elle appelle son taux préférentiel ou son taux de base;

b) le taux préférentiel sera appliqué sur le solde quotidien pour le nombre de jours réellement écoulés sur la base d'une année de 365 jours;

c) l'intérêt sera payable le 30 juin et le 31 décembre de chaque année;

d) les avances viendront à échéance le 31 mars 2001 sous réserve du privilège du fonds de les rembourser en tout ou en partie par anticipation et sans pénalité;

e) les avances seront attestées, au moyen d'un écrit, en la forme agréée par le ministre des Finances.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
MICHEL CARPENTIER

27471

Gouvernement du Québec

### Décret 353-97, 19 mars 1997

CONCERNANT une avance du ministre des Finances au Fonds des technologies de l'information du Conseil du trésor

ATTENDU QUE le Fonds des technologies de l'information du Conseil du trésor a été institué en vertu du décret 1540-96 du 11 décembre 1996;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 69.18 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6), tel qu'introduit par l'article 13 de la Loi modifiant la Loi sur l'administration financière et d'autres dispositions législatives (1996, c. 12), le ministre des Finances peut avancer à un fonds spécial institué en vertu de cette loi, sur autorisation du gouvernement et aux conditions que celui-ci détermine, des sommes prélevées sur le fonds consolidé du revenu;

ATTENDU QUE selon cet article, toute avance versée à un fonds est remboursable sur ce fonds;

ATTENDU QUE le décret 1540-96 instituant le Fonds des technologies de l'information du Conseil du trésor a effet depuis le 1<sup>er</sup> avril 1996;

ATTENDU QUE lors de la mise en oeuvre de ce fonds, celui-ci ne disposera pas des liquidités nécessaires pour rencontrer ses obligations au 1<sup>er</sup> avril 1996 et que, par la